

qui a eu pour conséquence le progrès du savoir et du travail agricole. On ne leur en a point fait suffisamment honneur. Ce n'est pas dans un but de politique qu'ils ont travaillé, mais dans un but humanitaire, pour avancer les intérêts des cultivateurs. On plaint beaucoup ce "pauvre cultivateur". Nous avons vu les politiciens parcourir les campagnes, dans ma circonscription en particulier. "Oh! le pauvre cultivateur! Il a si peu de bon temps dans la province d'Ontario?" Or remarquez-le bien, c'est de toutes les provinces celle qui produit le plus de richesses agricoles. Qu'arrive-t-il cependant? L'ex-ministre de l'Agriculture du Canada déclarait il n'y a pas longtemps que les terres de cette province étaient désertées par les agriculteurs et que ceux-ci s'en allaient tous dans les villes. Je n'hésite pas à dire que cela est inexact. C'est dans l'Ouest que sont allés les agriculteurs de l'Ontario. Le jeune homme parti d'une terre de cette province a fait dans l'Ouest preuve de cœur et si, dans l'Ouest, vous rencontrez un bon cultivateur, vous pouvez être sûr que c'est un jeune homme de notre province. C'est-là que l'excédent de notre population est allé. Nous n'envions pas ces hommes à l'Ouest. Ils y aura toujours des gens qui gagneront les villes, que vous fassiez n'importe quoi pour eux. Je puis dire au profit du ci-devant ministre de l'Agriculture que, depuis quelques temps, je lis les brochures publiées à Londres par les socialistes et dans chacune comme moyen de causer du mécontentement parmi les cultivateurs, on soulève cette question de la dépopulation des campagnes. Il est de fait que les socialistes anglais, autrement dit les rouges, s'efforcent de troubler le plus possible les populations rurales d'Angleterre. J'ajoute que les terres d'Ontario et de l'Ouest vaudraient le double de ce qu'elles valent aujourd'hui si nous avions moins de ces pleurnicheurs qui s'apitoient sur le sort du pauvre cultivateur. Aux Etats-Unis, les cercles agricoles ne discutent point ces questions, et ils ne font pas entendre de ces sortes de plaintes. Comparez le prix des terres arables du Wisconsin ou de l'Ohio—j'ai visité ces régions il y a quelques mois—avec le prix de ces mêmes terres dans la province d'Ontario, lesquelles sont plus proches de marchés excellent et sont supérieures à toutes celles que j'ai vues là-bas, et vous trouverez que les premières se vendent \$300 l'acre, tandis que vous ne sauriez avoir la moitié de cette somme pour celles d'Ontario.

M. ROBB: L'honorable député oublie la différence dans la population.

M. CURRIE: Il n'y a aucune différence. J'ai été sur ces terres, j'en connais l'étendue et la qualité; elles ne sont guère plus grandes ni meilleures que les nôtres de la province d'Ontario.

M. ROBB: Elles jouissent d'un marché plus étendu.

M. CURRIE: Pas du tout. Le meilleur marché au monde pour les cultivateurs se trouve dans la ville de Toronto.

(Exclamations.)

On peut ricaner, si l'on veut, mais je le sais; je demeure dans la ville de Toronto, et j'en paye la façon. A Toronto nous payons toujours les œufs plus cher qu'à Chicago ou à Buffalo; et il en est ainsi pour les pommes de terre et les autres produits de la ferme—ce marché se trouve à la porte même du cultivateur. Ce dernier peut facilement écouler tous ces produits à Hamilton, Toronto et dans les autres grands centres. A mon avis, celui qui s'étudie à faire mauvaise mine aux cultivateurs perd son temps; et je crois que si l'on donnait plus d'encouragement aux cultivateurs au sujet de leurs terres, de leurs animaux et de leurs récoltes on y trouverait plus d'avantage qu'en faisant toutes ces récriminations. Ces dénonciations ne sauraient avoir d'autre effet que celui de stimuler quelque parti politique. Si vous vous promenez par les routes et voyez de belles maisons de briques et de belles granges sur les fermes, on pourra vous dire que leurs propriétaires ne sont pas des politiciens, ce sont généralement des hommes qui appuient le parti conservateur; mais si vous voyez sur la ferme une maison en ruine, une grange sans toit, vous pouvez être certain que le propriétaire est occupé à parcourir le pays pour parler de politique.

M. le PRESIDENT: Je dois rappeler à l'honorable député que le comité discute le crédit 42.

M. CURRIE: Je m'incline, monsieur le président. Je suppose qu'il faut retourner à la question des punaises. Je parlais des punaises politiques plutôt que de celles qui sont si destructives sur nos fermes. Je ne sache pas que le ministre de l'Agriculture ait encore trouvé une mesure préventive contre la punaise politique, mais j'espère que les cultivateurs sauront eux-mêmes la trouver et l'appliquer.

Le travail accompli par le ministère fédéral de l'Agriculture n'intervient pas avec celui des départements provinciaux de l'agriculture. Les deux départements tra-